RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 03987
Numéro SIREN : 500 972 286
Nom ou dénomination : DYNAES

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2020 sous le numéro de dépôt 92304

DYNAES
Société par actions simplifiée au capital de 1.441.295 €
Siège Social : 130, rue de Lourmel
75015 Paris
RCS Paris 500 972 286

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUIN 2019

L'an deux -mille dix-neuf
Et le vingt-sept juin,
A 9 heures 30,

Les associés de la société DYNAES (la « ***Société*** ») se sont réunis en Assemblée Générale Mixte Annuelle, dans les locaux du cabinet Chammas & Marcheteau situés au 5 Villa Ballu, 75009 Paris, sur convocation du Président.

(...)

QUATRIEME RESOLUTION

Confirmation de la nomination de Bruno Deboux en qualité de Président de la Société (...)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président,

confirme la nomination en qualité de Président de la Société et ce, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, de :

- **Monsieur Bruno Deboux**
  Né le 31 décembre 1970 à Paris (12e)
  De nationalité française
  Demeurant 1363, quai Marcel Dassault – 92210 Saint Cloud.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, M. Bruno Deboux n'ayant pas pris part au vote.

CINQUIEME RESOLUTION

Confirmation de la nomination de Frédéric Barban en qualité de directeur général de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président,

confirme en tant que de besoin la nomination en qualité de Directeur Général de la Société de :

- **Monsieur Frédéric Barban**
  Né le 13 septembre 1976 à Senlis (60)
  De nationalité française
  Demeurant : 20, rue de la Glacière, 75013 – Paris,

décide que le mandat de M. Frédéric Barban prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

BD

(...)

SEPTIEME RESOLUTION

Gouvernance de la Société, mise en place d'un Conseil de Surveillance, Rôle et fonctionnement

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président, **décide** la mise en place au sein de la Société d'un Conseil de Surveillance statutaire.

Le rôle et le fonctionnement du Conseil de Surveillance seront décrits dans un nouvel article 21 des statuts, rédigé comme suit :

« ARTICLE 21 – Conseil de surveillance

21.1 Composition du Conseil de surveillance et nomination des membres du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est composé au minimum de cinq (5) membres et au maximum de huit (8) membres, nommés par décision collective des associés.

Les membres du Conseil de surveillance pourront être des personnes physiques ou des personnes morales (à l'exception du Président du Conseil qui est obligatoirement une personne physique) associé ou non.

Lorsqu'un membre du Conseil de surveillance est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

21.2 Durée des fonctions

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour une durée de trois (3) ans qui expire à l'issue de la réunion de l'assemblée générale des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de la laquelle expire le mandat dudit membre du Conseil de surveillance.

Les membres du Conseil de surveillance sont toujours rééligibles. Si aucune décision de renouvellement ou de remplacement n'est prise à l'occasion de cette décision collective, le membre du Conseil de surveillance est réputé avoir été réélu pour la même durée que celle de son mandat venant à expiration. Les membres du Conseil de surveillance pourront être révoqués à tout moment, ad nutum, sans préavis ni indemnité, par décision collective ordinaire des associés.

En outre, les membres du Conseil de surveillance sont révoqués de plein droit dans les cas suivants :

- *dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du membre du Conseil de surveillance personne morale ;*
- *interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du membre du Conseil de surveillance personne physique.*

Les fonctions des membres du Conseil de surveillance prennent également fin par la démission.

21.3 Rémunération

Les membres du Conseil de surveillance ne sont pas rémunérés pour leur activité au sein du Conseil.

BD

Ils pourront bénéficier de BSA dont l'exercice sera soumis à des conditions de présence.

Un membre peut conclure avec la Société un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi salarié effectif.

21.4 Présidence du Conseil de surveillance

Le Président du Conseil est choisi et révoqué par décision du Conseil de surveillance parmi les membres du Conseil de surveillance.

Le Président du Conseil de surveillance organise et dirige les travaux du Conseil de surveillance. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les membres du Conseil de surveillance sont en mesure de remplir leur mission.

21.5 Délibérations du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance se réunira, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France indiqué dans la convocation, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre, sur convocation écrite (laquelle pourra notamment être faite par voie électronique doublée d'un courrier) du Président ou d'au moins deux membres du Conseil de Surveillance.

La convocation devra être effectuée au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion sur première convocation et huit (8) jours avant la date de la réunion sur seconde convocation ; l'ordre du jour ainsi que tout élément d'information nécessaire à la prise de décision seront adressés par l'auteur de la convocation aux membres du Conseil de surveillance au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de la réunion, sauf si les membres du Conseil de surveillance sont tous présents ou représentés à la réunion ou s'ils ont tous renoncé, par écrit, à l'application des délais susvisés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation du Conseil de surveillance. Toutefois, le Conseil de surveillance peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour sur demande d'un de ses membres.

Tout membre du Conseil de surveillance peut donner, par tout moyen de communication écrit (y compris par courrier électronique) mandat à un autre membre du Conseil de surveillance de le représenter à une réunion du Conseil de surveillance. Un membre du Conseil de surveillance peut recevoir plusieurs mandats.

Les décisions du Conseil de surveillance ne sont valablement prises que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de surveillance sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres du Conseil de surveillance présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil de surveillance peuvent être prises, au choix du Président du Conseil de surveillance, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions et limites prévues par la loi et les statuts (ils seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité) par consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les membres du Conseil de surveillance d'un acte unanime.

La participation d'un membre du Conseil de surveillance à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre membre du Conseil de surveillance de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

BD

Les réunions du Conseil de surveillance sont présidées par son Président ou, à défaut, par un autre membre du Conseil de surveillance choisi par le Conseil de surveillance en début de séance à la majorité des membres présents ou représentés.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par chaque membre du Conseil de surveillance en entrant en séance. Est mentionné dans le registre le nom des membres du Conseil de surveillance ayant participé à la séance du Conseil de surveillance par un des moyens de visioconférence ou de télécommunication autorisés par la loi et les statuts, présent ou représenté.

Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du Conseil de surveillance ou le Président de séance. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial coté, paraphé par le Président du Conseil de surveillance et conservé au siège social.

Dans l'hypothèse où la délibération serait effectuée par consultation écrite, le texte des délibérations proposées sera adressé par l'auteur de la convocation à chaque membre du Conseil de surveillance, ensemble avec tout document qui serait nécessaire, le cas échéant, à une bonne information des membres du Conseil de surveillance, par tout moyen permettant à l'auteur de la convocation de s'assurer de la bonne réception des documents par leurs destinataires au moins huit (8) jours avant la date à laquelle la délibération devra être prise.

Les membres du Conseil de surveillance disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception du texte des délibérations et des documents annexes le cas échéant pour adresser à l'auteur de la convocation leur vote sur chaque délibération, par tout moyen leur permettant de s'assurer de la bonne réception des documents par leur destinataire. Tout membre du Conseil de surveillance n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

21.6 Missions et pouvoir du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance pourra être consulté par le Président sur toute question intéressant la conduite des affaires de la Société et/ou des Filiales, celles-ci étant définies comme étant les sociétés que la Société contrôle ou viendrait à contrôler, directement et/ou indirectement.

Enfin, en complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des statuts, le Conseil de surveillance décide ou autorise les opérations visées ci-dessous.

21.7 Décisions spécifiques soumises à l'approbation préalable du Conseil de surveillance

Les décisions ou actions ci-après devront être soumises à l'examen et la délibération préalables du Conseil de surveillance et devront être prises par le Conseil de surveillance à la majorité de ses membres présents ou représentés (ou acte unanime) :

- *i. l'approbation du budget annuel de la Société et de ses filiales ; le suivi des budgets sur une base trimestrielle ;*
- *ii. toute conclusion, modification ou résiliation d'une convention réglementée au sens des dispositions du Code de commerce (L. 227-10 du Code de commerce) ;*
- *iii. l'arrêté des comptes et proposition d'affectation du résultat de la Société et de ses filiales ;*
- *vii. toute modification significative de l'orientation stratégique de l'activité de la Société ou de ses filiales ; la validation et le suivi des objectifs propres aux activités de R&D, d'IP, de commercialisation et d'industrialisation sur la base des planning de développement proposés par le Président et le Directeur Général ; suivi desdits planning et réalisations des objectifs y relatifs ;*
- *viii. toute constitution de filiale par la Société non prévue au budget annuel ;*
- *ix. toute décision de cession ou de liquidation amiable desdites filiales ;*

BD

x. *toute décision de fusion par voie d'absorption de la Société (ou ses filiales), de scission, d'apport partiel d'actifs, de dissolution volontaire ou de liquidation amiable de la Société (ou ses filiales) ;*

xi. *toute acquisition ou cession par la Société (ou ses filiales), non prévue au budget annuel, de participations ou d'actifs, corporels ou incorporels, significatifs et, en tout état cause, d'une valeur comptable ou réelle égale ou supérieure à 100.000 euros, y compris tout élément tangible de fonds de commerce ou tout transfert ou mise en location-gérance du fonds de commerce de la Société ou de ses filiales ;*

xii. *toute cession ou tout transfert de droits de propriété intellectuelle et résultats de recherche et développement (R&D) ainsi que toute licence en dehors de celles consenties dans le cours normal des affaires ;*

xiii. *toute décision relative à des dépenses ou à des investissements non prévus au budget annuel et dont le montant excéderait, en cumul annuel, 100.000 euros ;*

xv. *toute décision relative à l'engagement, à la rémunération, à la modification et la fin du contrat de travail de salariés ou dirigeants de la Société (ou de ses filiales) dont la rémunération annuelle brute (bonus éventuel compris) excède 80.000 euros ;*

xvi. *la détermination des conditions dans lesquelles seront consentis des options de souscription ou d'achat d'actions, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou des actions gratuites de la Société et/ou de ses filiales (ou autres mécanismes d'intéressement) au profit des salariés, dirigeants ou consultants de la Société ou de ses filiales ainsi que la désignation des bénéficiaires et les conditions de vesting y relatives ;*

xvii. *toute décision d'émission par la Société ou ses filiales d'obligations et/ou la mise en place de tout prêt ou emprunt ainsi que la mise en place de toute facilité de crédit d'un montant supérieur à 100.000 euros, en cumul annuel, et ne figurant pas dans le budget annuel ;*

xviii. *toute signature non prévue au budget annuel, de contrat représentant un engagement financier de la Société (ou ses filiales) à plus d'un an d'un montant supérieur à 100.000 euros et notamment de contrat de location ou tout contrat de bail ou de crédit-bail devant être conclu par la Société (ou ses filiales) et représentant un engagement financier d'un montant total supérieur à 100.000 euros, à l'exception de ce qui concerne les fournisseurs et les clients de la Société dans le cours normal des affaires ;*

xix. *l'octroi par la Société (ou ses filiales) de tout prêt, cautionnement, aval ou garantie d'un montant supérieur, en cumul annuel, à 100.000 euros ;*

xx. *toute décision de nantissement du fonds de commerce de la Société ou d'une filiale et plus généralement tout octroi de sûretés ou de droit réel sur un actif ou un droit de la Société ou d'une filiale, de quelque nature que ce soit, et notamment tout nantissement des titres de toute filiale ;*

xxi. *la nomination, la révocation ainsi que la détermination et/ou la modification de la rémunération annuelle brute (bonus éventuel compris) pour le président et le directeur général de la Société (ou de ses filiales) ;*

xxii. *le choix d'un intermédiaire financier en vue de toute nouvelle levée de capitaux, d'une cession de la Société ou de ses actifs ou d'une cession industrielle ;*

xxiii. *toute décision d'introduction en bourse de la Société et/ou d'une filiale et/ou d'une ICO ; l'ouverture de discussions en vue de la cession de la Société ou de l'une de ses filiales ;*

xxiv. *l'ouverture, le recours ou la renonciation à toute action en justice ou arbitrage, désistement ou transaction relatifs à un contentieux judiciaire ou à un arbitrage d'un montant supérieur à 50.000 euros, ou toute transaction fiscale relative à un différend d'un montant supérieur à 50.000 euros. »*

L'Assemblée générale **donne** tous pouvoirs à son Président pour constater la réalisation de la condition nécessaire à la mise en place du Conseil de Surveillance et procéder à la mise à jour corrélative des Statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

(...)

BD

NEUVIEME RÉSOLUTION

*Délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre un maximum de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise donnant droit à la souscription d'actions ordinaires (les « **BCE 2019** ») représentant 10% du capital social après Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président et sous condition suspensive de l'adoption de la 7e résolution ci-avant,

après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré et que les conditions prévues à l'article 163 bis G du Code Général des Impôts sont remplies par la Société,

autorise le Président, sur accord préalable du Conseil de Surveillance, à procéder, au plus tard dans les dix-huit (18) mois suivant la présente décision à l'émission et à l'attribution gratuite, en une ou plusieurs fois, de 36.000 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises (les « ***BCE 2019*** »), conférant à leurs bénéficiaires le droit de souscrire, pour chaque bon, à une (1) action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de cinq (5) euro, étant précisé que la somme des BCE 2019 qui pourront être attribués par le Président aux termes de la présente résolution et des bons de souscription d'actions qui pourront être attribués par le Président aux termes de la 10e résolution qui suit (les « ***BSA 2019*** »), ne pourra excéder 36.000 titres, de telle sorte que la faculté pour le Président d'attribuer les BCE 2019 au titre de la présente résolution pourra être utilisée dans la limite de cette limite globale fixée pour l'ensemble des BCE 2019 et des BSA 2019 (ensemble, les « ***Bons*** »),

précise que ce montant ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du capital social au jour de leur émission,

décide, en conséquence et en tant que de besoin, l'émission des 36.000 actions nouvelles (auxquelles donnera droit l'exercice des 36.000 BCE 2019) et l'augmentation de capital en résultant, représentant un montant nominal global maximum de 180.000 euros, étant précisé que le montant de la prime d'émission qui sera versée, le cas échéant, à l'occasion de la ou des augmentations de capital résultant de l'exercice des BCE 2019, sera inscrit à un compte spécial de réserves « Primes d'émission » sur lequel porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-I alinéa 2 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et d'attribuer le droit de souscription aux BCE 2019 dont l'émission a été autorisée ci-dessus au profit des personnes visées par l'article 163 bis G II du Code général des impôts, et

délègue, en conséquence, au Président, sur accord préalable du Conseil de Surveillance, le pouvoir d'arrêter la liste des bénéficiaires ainsi que le nombre de BCE 2019 à attribuer à chacun d'eux,

décide que la souscription aux BCE 2019 devra être conditionnée à l'adhésion du bénéficiaire de BCE 2019 au pacte ou au pacte simplifié existants entre l'ensemble des associés de la Société.

L'Assemblée Générale **prend acte** du fait que conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 alinéa 6 du Code de commerce, la décision d'émission de BCE 2019 emportera également renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les BCE 2019 donnent droit.

L'Assemblée Générale **décide** que les modalités et conditions de l'émission des BCE 2019 seront les suivantes :

Chaque BCE 2019 permettra la souscription, aux conditions de l'article 163 bis G III du Code Général des Impôts ainsi qu'aux conditions ci-après définies, d'une action nouvelle d'une valeur nominale de cinq (5) euros à un prix de souscription unitaire au moins égal à :

BD

- 41,61 euros ;
- si une ou plusieurs augmentations de capital par émission d'actions (à l'exception des augmentations de capital résultant de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, de bons de souscription d'actions ou d'options de souscription d'actions) étai(en)t réalisée(s) postérieurement à la présente assemblée et dans les six (6) mois précédant l'attribution de BCE 2019, à un prix au moins égal au prix de souscription d'une action dans le cadre de la plus récente desdites augmentations de capital appréciée à la date d'attribution de chaque BCE 2019,

Cette autorisation d'émission et d'attribution de BCE 2019 est donnée au Président pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du vote de la présente résolution par l'Assemblée Générale.

Les BCE 2019 seront exerçables dans les conditions prévues ci-dessous et dans celles qui seront arrêtées par le Président sur autorisation du Conseil de Surveillance lors de leur émission et attribution.

Les BCE 2019 attribués pourront être exercés sous réserve que le bénéficiaire de ces BCE 2019 (le « ***Bénéficiaire*** ») soit bien salarié et/ou mandataire social de la Société ou d'une société contrôlée par la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, au jour de leur exercice.

Le droit d'exercer les BCE 2019 sera, pour chaque Bénéficiaire, fonction de sa situation vis-à-vis de la Société ou de la filiale contrôlée par la Société dans les conditions visées ci-dessus.

Les BCE 2019 devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans suivant leur attribution, étant précisé que les BCE 2019 qui n'auraient pas été exercés au plus tard à cette date seront caducs de plein droit,

En cas de cessation de toutes fonctions d'un Bénéficiaire au sein ou auprès de la Société ou d'une de ses filiales, ses BCE 2019 pourront être exercés dans les conditions ci-après :

- les BCE 2019 ne pourront plus être exercés à compter du 90ème jour (à minuit) suivant la date de cessation effective de toutes fonctions du Bénéficiaire, sauf cas de décès (tel que précisé ci-après),

- la date de cessation de toutes fonctions du Bénéficiaire concerné prise en compte pour les besoins des présentes est la date mentionnée ci-après en tant que point de départ du délai d'exercice susvisé :

  i. en cas de démission du Bénéficiaire de ses fonctions de salarié ou de dirigeant : le jour de l'envoi ou de la remise en main propre contre décharge de la lettre de démission, ou, s'il est antérieur, le jour du constat par la Société de la démission du Bénéficiaire,
  ii. en cas de licenciement ou de révocation : le jour de l'envoi de la lettre de licenciement ou de l'Assemblée Générale ou du Président décidant cette révocation,
  iii. en cas de rupture du contrat de travail définie dans le cadre de la rupture conventionnelle : la date définie dans le cadre de la rupture conventionnelle,
  iv. en cas de survenance d'un cas d'invalidité permanente du Bénéficiaire : le jour de la survenance du cas d'invalidité permanente du Bénéficiaire, ou
  v. en cas de cessation des fonctions du Bénéficiaire pour tout autre cas que ceux visés ci-dessus : le jour de la cessation effective des fonctions du Bénéficiaire.

Les BCE 2019 non exercés dans le délai correspondant ci-dessus seront caducs et annulés de plein droit et sans formalité dès l'expiration desdits délais.

En cas de décès d'un Bénéficiaire et pour autant que ses BCE 2019 ne soient pas caducs à la date dudit décès, ses héritiers pourront, dans un délai de six (6) mois à compter de la date du décès, exercer les

BD

BCE 2019 qui seront le cas échéant exerçables. Passé ce délai de six (6) mois, les BCE 2019 seront automatiquement caducs et annulés de plein droit et sans formalité.

Sous cette réserve, les BCE 2019 seront exerçables dans les conditions qui seront fixées par le Président, sur autorisation du Conseil de Surveillance.

Les BCE 2019 que le Bénéficiaire n'aurait plus la faculté d'exercer par application de l'ensemble des dispositions ci-dessus, deviendraient caducs et de nul effet, sans qu'il y ait lieu à indemnisation ou remboursement de quelque nature que ce soit.

Les BCE 2019 devront être exercés par l'envoi d'une déclaration d'exercice des BCE 2019 (la « ***Déclaration d'Exercice des BCE 2019*** ») valant bulletin de souscription d'actions mentionnant la décision d'exercice des BCE 2019 et le nombre d'actions pour lequel les BCE 2019 sont exercés (les « ***Actions Souscrites*** »).

La Déclaration d'Exercice des BCE 2019 devra être signée par le Bénéficiaire et remise en main propre ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Société ou par télécopie ou par email immédiatement confirmée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Société.

La Déclaration d'Exercice des BCE 2019 devra être accompagnée du paiement intégral du prix de souscription correspondant aux Actions Souscrites. Les BCE 2019 seront réputés exercés à compter de la réception par la Société de la Déclaration d'Exercice des BCE 2019 dûment signée et de l'intégralité du Prix de Souscription.

L'émission d'actions lors de l'exercice des BCE 2019 ne sera possible qu'à la condition que l'exercice desdits BCE 2019 et l'émission desdites actions remplissent les conditions du paiement de l'intégralité du prix de souscription et du respect des dispositions impératives du Code de commerce.

Lors de l'exercice d'un BCE 2019, les actions émises en faveur du titulaire seront assimilées aux autres actions de la Société et ouvriront droit au versement de dividendes pour l'exercice fiscal au cours duquel le BCE 2019 aura été exercé.

Conformément à l'article 163 bis G II du Code Général des Impôts, les BCE 2019 seront incessibles. Ils seront émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte. Les actions nouvelles remises au souscripteur lors de l'exercice de ses BCE 2019 seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seraient, sous réserve du point de départ de leur jouissance, entièrement assimilées aux actions préexistantes et porteront jouissance dès leur création.

Les nouvelles actions seront librement cessibles, dès leur souscription, dans les formes prévues par la Loi et les statuts de la Société et sous réserve des éventuels engagements extrastatutaires souscrits par les Bénéficiaires.

Afin d'assurer la protection des droits des Bénéficiaires de BCE 2019 et tant qu'il existera des BCE 2019, les droits desdits Bénéficiaires seront réservés conformément à ce qui figure en **Annexe 1**.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale **décide** de déléguer tout pouvoir au Président, sur accord préalable du Conseil de Surveillance, à l'effet de :

- déterminer les Bénéficiaires des BCE 2019 et le nombre de titres attribués à chacun d'eux et ce, conformément aux dispositions de l'article 163 bis G III du Code Général des Impôts ;
- déterminer les modalités d'émission et le nombre de BCE 2019 à émettre et à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs tranches ;
- déterminer le cas échéant, outre les conditions ci-dessus prévues, les conditions d'exercice des BCE 2019 à émettre ;

89

- arrêter les dispositions à adopter en vue de la préservation des droits des titulaires des BCE 2019, dans l'hypothèse où la Société procéderait à de nouvelles opérations financières ;
- constater le nombre des actions ordinaires émises sur exercice des BCE 2019 ;
- recueillir les souscriptions et les versements exigibles ;
- constater le montant de la ou des augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- et plus généralement faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation.

Lorsqu'il sera fait usage de la présente délégation par le Président, ce dernier devra établir un rapport complémentaire à l'assemblée générale suivante comprenant les mentions requises par la loi, conformément aux articles L. 225-129-5, L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires applicables.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RÉSOLUTION

*Délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre un maximum de 36.000 bons de souscription d'actions (les « **BSA 2019** ») avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de personnes dénommées*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président et sous condition suspensive de l'adoption de la 7e résolution ci-avant,

après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

autorise le Président, sur accord préalable du Conseil de Surveillance, à procéder, au plus tard dix-huit (18) mois à compter de la présente décision, à l'émission et à l'attribution, en une ou plusieurs fois, de 36.000 bons de souscription d'actions (« ***BSA 2019*** »), conférant à leurs titulaires le droit de souscrire, pour chaque bon, à une (1) action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de cinq (5) euro, étant précisé que la somme des BSA 2019 qui pourront être attribués par le Président aux termes de la présente résolution et des BCE 2019 qui pourront être attribués par le Président aux termes de la 9e résolution qui précède, ne pourra excéder 36.000 titres, de telle sorte que la faculté pour le Président d'attribuer les BSA 2019 au titre de la présente résolution pourra être utilisée dans la limite de cette limite globale fixée pour l'ensemble des BSA 2019 et des BCE 2019 (ensemble, les « ***Bons*** »),

précise que ce montant ne pourra en tout état de cause dépasser 10% du capital social au jour de leur émission,

décide, en conséquence et en tant que de besoin, l'émission des 36.000 actions nouvelles (auxquelles donnera droit l'exercice des 36.000 BSA 2019) et l'augmentation de capital en résultant, représentant un montant nominal global maximum de 180.000 euros, étant précisé que le montant de la prime d'émission qui sera versée, le cas échéant, à l'occasion de la ou des augmentations de capital résultant de l'exercice des BSA 2019, sera inscrit à un compte spécial de réserves « Primes d'émission » sur lequel porteront les droits de tous les associés, anciens et nouveaux,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138-I alinéa 2 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et d'attribuer le droit de souscription aux BSA 2019 dont l'émission a été autorisée ci-dessus au profit de toute personne physique ou morale liée à la Société ou à l'une de ses filiales par un contrat de consultant ou au profit des membres du Conseil de Surveillance,

décide que la souscription aux BSA 2019 devra être conditionnée :

(i) à la signature et de la remise par le Titulaire concerné à la Société au plus tard dans les

BD

15 jours de leur attribution par décisions du Président, d'un bulletin de souscription auxdits BSA 2019 reprenant les conditions d'émission et d'exercice décidées par l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2019 ainsi que les modalités de réservation des droits desdits BSA 2019 telles que prévues par cette même Assemblée ainsi que

(ii) à l'adhésion du Titulaire au pacte ou au pacte simplifié existants entre l'ensemble des associés de la Société.

délègue, en conséquence, au Président sur autorisation du Conseil de Surveillance, le pouvoir d'arrêter la liste des titulaires (ci-après le « ***Titulaire*** » ou les « ***Titulaires*** ») ainsi que le nombre de BSA 2019 à attribuer à chacun d'eux.

L'Assemblée générale **prend acte** du fait que conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 alinéa 6 du Code de commerce, la décision d'émission de BSA 2019 emporte également renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les BSA 2019 donnent droit.

L'Assemblée Générale **décide** que les modalités et conditions de l'émission des BSA 2019 seront les suivantes :

Les BSA 2019 seront émis à un prix de souscription de 4,15 €.

Chaque BSA 2019 permettra la souscription d'une action nouvelle d'une valeur nominale de cinq (5) à un prix de souscription unitaire au moins égal à :

- 41,61 euros ;
- si une ou plusieurs augmentations de capital par émission d'actions (à l'exception des augmentations de capital résultant de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise, de bons de souscription d'actions ou d'options de souscription d'actions) étai(en)t réalisée(s) postérieurement à la présente assemblée et dans les six (6) mois précédant l'attribution de BSA 2019, à un prix au moins égal au prix de souscription d'une action dans le cadre de la plus récente desdites augmentations de capital appréciée à la date d'attribution de chaque BSA 2019.

Cette autorisation d'émission et d'attribution de BSA 2019 est donnée au Président pour une durée de dix-huit (18) mois à compter du vote de la présente résolution par l'Assemblée Générale.

Les BSA 2019 seront exerçables dans les conditions prévues ci-dessous et dans celles qui seront arrêtées par le Président sur autorisation du Conseil de Surveillance lors de leur émission et attribution.

Les BSA 2019 devront être exercés au plus tard dans les dix (10) ans suivant leur attribution, étant précisé que les BSA 2019 qui n'auraient pas été exercés au plus tard à cette date seront caducs de plein droit et sans formalité dès l'expiration dudit délai.

Les BSA 2019 que le Titulaire n'aurait plus la faculté d'exercer par application de l'ensemble des dispositions ci-dessus, deviendraient caducs et de nul effet, sans qu'il y ait lieu à indemnisation ou remboursement de quelque nature que ce soit.

Les BSA 2019 devront être exercés par l'envoi d'une déclaration d'exercice des BSA 2019 (la « ***Déclaration d'Exercice des BSA 2019*** ») valant bulletin de souscription d'actions mentionnant la décision d'exercice des BSA 2019 et le nombre d'actions pour lequel les BSA 2019 sont exercés (les « ***Actions Souscrites*** »).

La Déclaration d'Exercice des BSA 2019 devra être signée par le Titulaire et remise en main propre ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception à la Société ou par télécopie ou par email immédiatement confirmée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Société.

BP

La Déclaration d'Exercice des BSA 2019 devra être accompagnée du paiement intégral du prix de souscription correspondant aux Actions Souscrites. Les BSA 2019 seront réputés exercés à compter de la réception par la Société de la Déclaration d'Exercice des BSA 2019 dûment signée et de l'intégralité du Prix de Souscription.

L'émission d'actions lors de l'exercice des BSA 2019 ne sera possible qu'à la condition que l'exercice desdits BSA 2019 et l'émission desdites actions remplissent les conditions du paiement de l'intégralité du prix de souscription et du respect des dispositions impératives du Code de commerce.

Lors de l'exercice d'un BSA 2019, les actions émises en faveur du Titulaire seront assimilées aux autres actions de la Société et ouvriront droit au versement de dividendes pour l'exercice fiscal au cours duquel le BSA 2019 aura été exercé.

Les actions nouvelles remises au souscripteur lors de l'exercice de ses BSA 2019 seront soumises à toutes les dispositions statutaires, et seraient, sous réserve du point de départ de leur jouissance, entièrement assimilées aux actions préexistantes et porteront jouissance dès leur création.

Les nouvelles actions seront librement cessibles, dès leur souscription, dans les formes prévues par la Loi et les statuts de la Société et sous réserve des éventuels engagements extrastatutaires souscrits par les Titulaires.

Afin d'assurer la protection des droits des Titulaires de BSA 2019 et tant qu'il existera des BSA 2019, les droits desdits Titulaires seront réservés conformément à ce qui figure en **Annexe 1**.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale **décide** de déléguer tout pouvoir au Président sur accord préalable du Conseil de Surveillance à l'effet de :

- déterminer les Titulaires des BSA 2019 et le nombre de titres attribués à chacun d'eux ;
- déterminer les modalités d'émission et le nombre de BSA 2019 à émettre et à attribuer, en une ou plusieurs tranches ;
- déterminer le cas échéant, outre les conditions ci-dessus prévues, les conditions d'exercice des BSA 2019 ;
- arrêter les dispositions à adopter en vue de la préservation des droits des titulaires des BSA 2019, dans l'hypothèse où la Société procéderait à de nouvelles opérations financières ;
- constater le nombre des actions ordinaires émises sur exercice des BSA 2019 ;
- recueillir les souscriptions et les versements exigibles ;
- constater le montant de la ou des augmentations de capital et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- et plus généralement faire le nécessaire pour la mise en œuvre de la présente autorisation.

Lorsqu'il sera fait usage de la présente délégation par le Président, ce dernier devra établir un rapport complémentaire à l'assemblée générale suivante comprenant les mentions requises par la loi, conformément aux articles L. 225-129-5, L. 225-135 et L. 225-138 du Code de commerce et aux dispositions réglementaires applicables.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

ONZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence au Président en vue de procéder, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, à une ou plusieurs augmentation(s) de capital réservée(s) aux salariés de la Société adhérents à un plan d'épargne d'entreprise

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par les statuts et ayant pris connaissance du rapport du Président,

BD

décide en application des dispositions des articles L. 225-129-2 alinéa 1 et L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail :

- sous réserve de la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise, de déléguer au Président, conformément aux dispositions de l'article L 225-138 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail, toutes compétences à l'effet de décider et procéder, en une ou plusieurs fois, dans un délai de dix-huit (18) mois, à une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 46.140 euros par émission d'un nombre maximum de 9.228 actions d'une valeur nominale de 5 euros l'une,

- de supprimer en faveur des adhérents à un plan d'épargne d'entreprise qui serait ouvert aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et qui rempliront, en outre, les conditions éventuellement fixées par le Président, le droit préférentiel de souscription des associés aux actions émises en application de la présente délégation,

- de donner tout pouvoir au Président pour :

  - arrêter la date et les modalités des émissions, le délai accordé aux salariés pour l'exercice de leur droit,
  - fixer le prix d'émission des actions nouvelles à émettre conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail, arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, les délais de libération, ainsi que fixer éventuellement le nombre maximum d'actions pouvant être souscrites par salarié et par émission ;
  - constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;
  - accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités ;
  - apporter aux statuts les modifications corrélatives aux augmentations de capital social ;
  - et généralement faire le nécessaire.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale **délègue** tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

***

Fait à Paris, le 27 juin 2019.
Pour extrait, certifié conforme à l'original.

Bruno DEBOUX
Président

DYNAES

Société par actions simplifiée au capital de 1.441.295 euros
Siège Social : 130, rue de Lourmel
75015 Paris
RCS Paris 500 972 286



STATUTS

MIS A JOUR LE 27 JUIN 2019

TITRE PREMIER
FORME - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - OBJET - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – Forme

La Société a été constituée sous la forme d'une Société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 5 novembre 2007 à Saint Cyr la Rosière, enregistré au SIE Paris 3e arrondissement le 7 novembre 2007.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 octobre 2010, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des titres existants et de ceux qui seraient créés ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est : **DYNAES.**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social de la Société est fixé : **130, rue de Lourmel - 75015 Paris.**

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président, sous réserve de ratification par la plus proche décision collective des associés, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 4 - Objet

La Société continue d'avoir pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation de tous procédés mécaniques dans le domaine des systèmes thermodynamiques ou autre ;

- l'installation de pompes à chaleur et de tous autres systèmes thermodynamiques ;

- la participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance ; exploitation de tous brevets ou marques ;

- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et

immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société reste fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 - Apports

Lors de la constitution de la Société, il a été effectué les apports suivants :

Monsieur Gilles Castelain,
apporte à la Société la somme de quatre cent trente huit euros,.....ci, 438 euros.

Monsieur Frédéric Barban,
apporte à la Société la somme de quatre cent trente huit euros,.....ci, 438 euros.

Monsieur Nicolas Lecocq,
apporte à la Société la somme de cent dix neuf euros,.....ci, 119 euros.

Monsieur Michel Petrovski,
apporte à la Société la somme de cinq euros,.....ci, 5 euros.

Lesdits apports correspondant à mille (1.000) parts sociales d'un (1) euro chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de mille (1.000) euros a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque BNP Paribas de Nogent le Rotrou.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 décembre 2007, une somme en numéraire de quarante mille (40.000) euros, à concurrence de soixante (60) euros en nominal et trente neuf mille neuf cent quarante (39.940) euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 avril 2008, une somme en numéraire de quarante quatre mille euros, à concurrence de soixante six (66) euros en nominal et quarante trois mille neuf cent trente quatre (43.934) euros en prime d'émission.

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 avril 2008, le capital social a ensuite été augmenté d'une somme de 79.946 euros pour être porté de 1.126 euros à 81.072 euros, par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « Prime d'émission » et élévation corrélative de la valeur nominale des parts.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 août 2008, une somme en numéraire de 150.000 euros, à concurrence de 10.800 euros en nominal et 139.200 euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale mixte du 23 avril 2010, une somme de 5.328 euros en nominal et 110.704 euros en prime d'émission.

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 23 avril 2010, le capital social a ensuite été augmenté d'une somme de 253.800 euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 juin 2010, une somme de 9.880 euros en nominal et 76.000 euros en prime d'émission.

Il a été apporté au capital de la Société lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 avril 2011, une somme de 10.400 euros en nominal et 80.000 euros en prime d'émission.

Aux termes des décisions du Président du 2 août 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2012, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 16.640 euros, par émission corrélative de 64 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 133.120 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 8 décembre 2012, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 novembre 2012, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 4.940 euros, par émission corrélative de 19 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 39.520 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 2.860 euros, par émission corrélative de 11 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 22.880 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 juin 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 5.720 euros, par émission corrélative de 22 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 45.620 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 juillet 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 32.760 euros, par émission corrélative de 126 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 262.080 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 10 janvier 2014, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2013, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 42.640 euros, par émission corrélative de 164 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 341.120 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 juin 2014, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 16.380 euros, par émission corrélative de 63 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 131.040 euros Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 3 septembre 2014, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 juillet 2014, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 24.960 euros, par émission corrélative de 96 actions de 260 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 199.680 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 décembre 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 478.320 euros par incorporation de réserves.

Aux termes des décisions du Président du 18 mai 2015, sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte du 17 avril 2015, il a été décidé une augmentation de capital d'un montant de 208.119,60 euros (prime d'émission incluse), par émission corrélative de 8.894 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 163.649,60 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 1er octobre 2015, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juillet 2015, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 75.345 euros, par émission corrélative de 15.069 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 277.269,60 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 22 janvier 2017, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 décembre 2016, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 72.545 euros, par émission corrélative de 14.509 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 232.144 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 26 avril 2017, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 février 2017, il a été procédé à une augmentation de capital d'un montant nominal de 41.820 euros, par émission corrélative de 8.364 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 133.824 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 31 mai 2018, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 mars 2018, il a été constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de 71.430 euros, par émission corrélative de 14.286 actions de 5 euros de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 228.576 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

Aux termes des décisions du Président du 19 février 2019, sur délégation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 novembre 2018, il a été constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'un montant nominal de 139.185 euros, par émission corrélative de 27.837 actions de 5 euros

de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission globale de 1.019.112,57 euros. Ladite augmentation de capital a été souscrite en totalité, prime d'émission comprise.

ARTICLE 8 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme d'un million quatre cent quarante et un mille deux cent quatre-vingt quinze (1.441.295) euros, divisé en deux cent quatre-vingt-huit mille deux cent cinquante-neuf (288.259) actions de cinq (5) euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 9 - Comptes courants

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10 - Modifications du capital social

1- Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2- Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3- En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4 - Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 11 - Indivisibilité des actions – Usufruit

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions relatives à l'approbation des comptes et à la distribution de dividendes et au nu-propriétaire pour les autres décisions. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

ARTICLE 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - Forme des valeurs mobilières

Si la société ne procède pas à une offre au public dans les conditions prévues par la Loi, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 14 - Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président

en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV
CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 15 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Sous réserve des dispositions légales en vigueur, les actions ainsi que tous droits préférentiel de souscription ou d'attribution de toute valeur mobilière composée sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ou l'inscription modificative si elles proviennent d'une augmentation de capital, dans le respect de tout accord statutaire et extrastatutaire signé entre les associés existants de la Société, les actions non libérées des versements exigibles n'étant pas admises au transfert.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social. La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

ARTICLE 16 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au membre du Président dans un délai de quinze (15) jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.

Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article « Exclusion d'un associé ».

2. Dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article « Exclusion d'un associé ». Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 17 - Exclusion d'un associé

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ou de salarié de la Société pour faute grave ou lourde ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les quinze (15) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 18 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE V- ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 19 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

1. Désignation

Le Président est désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

2. Durée des fonctions

Le Président est nommé pour une durée de trois (3) ans.

3. Révocation ad nutum

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés et disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction bancaire, interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

4. Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

5. Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Le Président n'a pas la qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations, les présents statuts réservant ce pouvoir à l'assemblée générale.

ARTICLE 20 - Directeur Général

1. Désignation

La collectivité des associés peut nommer un Directeur Général qui assistera le Président.

La nomination d'un Directeur Général est prise à la majorité des deux tiers des voix des associés présents ou représentés et disposant du droit de vote.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

2. Durée des fonctions

La durée et la nature des fonctions du Directeur Général sont fixées dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision collective des associés prise dans les mêmes conditions que la nomination. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction bancaire, interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

3. Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération éventuelle qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure des statuts.

4. Pouvoirs

Le Directeur Général dispose des pouvoirs tels que fixés par la décision de nomination ou par une décision ultérieure des associés de la Société.

ARTICLE 21 – Conseil de surveillance

21.1 Composition du Conseil de surveillance et nomination des membres du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est composé au minimum de cinq (5) membres et au maximum de huit (8) membres, nommés par décision collective des associés.

Les membres du Conseil de surveillance pourront être des personnes physiques ou des personnes morales (à l'exception du Président du Conseil qui est obligatoirement une personne physique) associé ou non.

Lorsqu'un membre du Conseil de surveillance est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

21.2 Durée des fonctions

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour une durée de trois (3) ans qui expire à l'issue de la réunion de l'assemblée générale des associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et

tenue dans l'année au cours de la laquelle expire le mandat dudit membre du Conseil de surveillance.

Les membres du Conseil de surveillance sont toujours rééligibles. Si aucune décision de renouvellement ou de remplacement n'est prise à l'occasion de cette décision collective, le membre du Conseil de surveillance est réputé avoir été réélu pour la même durée que celle de son mandat venant à expiration. Les membres du Conseil de surveillance pourront être révoqués à tout moment, ad nutum, sans préavis ni indemnité, par décision collective ordinaire des associés.

En outre, les membres du Conseil de surveillance sont révoqués de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du membre du Conseil de surveillance personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du membre du Conseil de surveillance personne physique.

Les fonctions des membres du Conseil de surveillance prennent également fin par la démission.

21.3 Rémunération

Les membres du Conseil de surveillance ne sont pas rémunérés pour leur activité au sein du Conseil.

Ils pourront bénéficier de BSA dont l'exercice sera soumis à des conditions de présence.

Un membre peut conclure avec la Société un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi salarié effectif.

21.4 Présidence du Conseil de surveillance

Le Président du Conseil est choisi et révoqué par décision du Conseil de surveillance parmi les membres du Conseil de surveillance.

Le Président du Conseil de surveillance organise et dirige les travaux du Conseil de surveillance. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les membres du Conseil de surveillance sont en mesure de remplir leur mission.

21.5 Délibérations du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance se réunira, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France indiqué dans la convocation, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par trimestre, sur convocation écrite (laquelle pourra notamment être faite par voie électronique doublée d'un courrier) du Président ou d'au moins deux membres du Conseil de Surveillance.

La convocation devra être effectuée au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion sur première convocation et huit (8) jours avant la date de la réunion sur seconde convocation ; l'ordre du jour ainsi que tout élément d'information nécessaire à la prise de décision seront adressés par l'auteur de la convocation aux membres du Conseil de surveillance au moins quinze (15) jours calendaires avant la date de la réunion, sauf si les membres du Conseil de surveillance sont tous présents ou représentés à la réunion ou s'ils ont tous renoncé, par écrit, à l'application des délais susvisés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation du Conseil de surveillance. Toutefois, le Conseil de surveillance peut valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour sur demande d'un de ses membres.

Tout membre du Conseil de surveillance peut donner, par tout moyen de communication écrit (y compris par courrier électronique) mandat à un autre membre du Conseil de surveillance de le représenter à une réunion du Conseil de surveillance. Un membre du Conseil de surveillance peut recevoir plusieurs mandats.

Les décisions du Conseil de surveillance ne sont valablement prises que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de surveillance sont prises à la majorité simple des voix exprimées par les membres du Conseil de surveillance présents ou représentés.

Les délibérations du Conseil de surveillance peuvent être prises, au choix du Président du Conseil de surveillance, par des moyens de visioconférence ou de télécommunication dans les conditions et limites prévues par la loi et les statuts (ils seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité) par consultation écrite ou électronique ou par la signature par tous les membres du Conseil de surveillance d'un acte unanime.

La participation d'un membre du Conseil de surveillance à une réunion résulte soit de sa présence, soit de sa participation par conférence téléphonique ou vidéo conférence, soit de sa représentation par un autre membre du Conseil de surveillance de son choix auquel il a donné pouvoir. En cas de consultation écrite, électronique ou par signature d'un acte unanime, la participation résulte de la réponse à la consultation ou de la signature de l'acte, selon le cas.

Les réunions du Conseil de surveillance sont présidées par son Président ou, à défaut, par un autre membre du Conseil de surveillance choisi par le Conseil de surveillance en début de séance à la majorité des membres présents ou représentés.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par chaque membre du Conseil de surveillance en entrant en séance. Est mentionné dans le registre le nom des membres du Conseil de surveillance ayant participé à la séance du Conseil de surveillance par un des moyens de visioconférence ou de télécommunication autorisés par la loi et les statuts, présent ou représenté.

Les délibérations du Conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du Conseil de surveillance ou le Président de séance. Les procès-verbaux sont classés par ordre chronologique et conservés dans un registre spécial coté, paraphé par le Président du Conseil de surveillance et conservé au siège social.

Dans l'hypothèse où la délibération serait effectuée par consultation écrite, le texte des délibérations proposées sera adressé par l'auteur de la convocation à chaque membre du Conseil de surveillance, ensemble avec tout document qui serait nécessaire, le cas échéant, à une bonne information des membres du Conseil de surveillance, par tout moyen permettant à l'auteur de la convocation de s'assurer de la bonne réception des documents par leurs destinataires au moins huit (8) jours avant la date à laquelle la délibération devra être prise.

Les membres du Conseil de surveillance disposent d'un délai de huit (8) jours suivant la réception du texte des délibérations et des documents annexes le cas échéant pour adresser à l'auteur de la convocation leur vote sur chaque délibération, par tout moyen leur permettant de s'assurer de la bonne réception des documents par leur destinataire. Tout membre du Conseil de surveillance n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant approuvé la ou les résolutions proposées.

21.6 Missions et pouvoir du Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance pourra être consulté par le Président sur toute question intéressant la conduite des affaires de la Société et/ou des Filiales, celles-ci étant définies comme étant les sociétés que la Société contrôle ou viendrait à contrôler, directement et/ou indirectement.

Enfin, en complément des pouvoirs visés ci-dessus et dans les autres articles des statuts, le Conseil de surveillance décide ou autorise les opérations visées ci-dessous.

21.7 Décisions spécifiques soumises à l'approbation préalable du Conseil de surveillance

Les décisions ou actions ci-après devront être soumises à l'examen et la délibération préalables du Conseil de surveillance et devront être prises par le Conseil de surveillance à la majorité de ses membres présents ou représentés (ou acte unanime) :

i. l'approbation du budget annuel de la Société et de ses filiales ; le suivi des budgets sur une base trimestrielle ;
ii. toute conclusion, modification ou résiliation d'une convention réglementée au sens des dispositions du Code de commerce (L. 227-10 du Code de commerce) ;
iii. l'arrêté des comptes et proposition d'affectation du résultat de la Société et de ses filiales ;
vii. toute modification significative de l'orientation stratégique de l'activité de la Société ou de ses filiales ; la validation et le suivi des objectifs propres aux activités de R&D, d'IP, de commercialisation et d'industrialisation sur la base des planning de développement proposés par le Président et le Directeur Général ; suivi desdits planning et réalisations des objectifs y relatifs ;
viii. toute constitution de filiale par la Société non prévue au budget annuel ;
ix. toute décision de cession ou de liquidation amiable desdites filiales ;
x. toute décision de fusion par voie d'absorption de la Société (ou ses filiales), de scission, d'apport partiel d'actifs, de dissolution volontaire ou de liquidation amiable de la Société (ou ses filiales) ;
xi. toute acquisition ou cession par la Société (ou ses filiales), non prévue au budget annuel, de participations ou d'actifs, corporels ou incorporels, significatifs et, en tout état cause, d'une valeur comptable ou réelle égale ou supérieure à 100.000 euros, y compris tout élément tangible de fonds de commerce ou tout transfert ou mise en location-gérance du fonds de commerce de la Société ou de ses filiales ;
xii. toute cession ou tout transfert de droits de propriété intellectuelle et résultats de recherche et développement (R&D) ainsi que toute licence en dehors de celles consenties dans le cours normal des affaires ;
xiii. toute décision relative à des dépenses ou à des investissements non prévus au budget annuel et dont le montant excéderait, en cumul annuel, 100.000 euros ;
xv. toute décision relative à l'engagement, à la rémunération, à la modification et la fin du contrat de travail de salariés ou dirigeants de la Société (ou de ses filiales) dont la rémunération annuelle brute (bonus éventuel compris) excède 80.000 euros ;
xvi. la détermination des conditions dans lesquelles seront consentis des options de souscription ou d'achat d'actions, des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou des actions gratuites de la Société et/ou de ses filiales (ou autres mécanismes d'intéressement) au profit des salariés, dirigeants ou consultants de la Société ou de ses filiales ainsi que la désignation des bénéficiaires et les conditions de vesting y relatives ;
xvii. toute décision d'émission par la Société ou ses filiales d'obligations et/ou la mise en place de tout prêt ou emprunt ainsi que la mise en place de toute facilité de crédit d'un montant supérieur à 100.000 euros, en cumul annuel, et ne figurant pas dans le budget annuel ;
xviii. toute signature non prévue au budget annuel, de contrat représentant un engagement financier de la Société (ou ses filiales) à plus d'un an d'un montant supérieur à 100.000 euros et notamment de contrat de location ou tout contrat de bail ou de crédit-bail devant être conclu par la Société (ou ses filiales) et représentant un engagement financier d'un montant total

supérieur à 100.000 euros, à l'exception de ce qui concerne les fournisseurs et les clients de la Société dans le cours normal des affaires ;

xix. l'octroi par la Société (ou ses filiales) de tout prêt, cautionnement, aval ou garantie d'un montant supérieur, en cumul annuel, à 100.000 euros ;

xx. toute décision de nantissement du fonds de commerce de la Société ou d'une filiale et plus généralement tout octroi de sûretés ou de droit réel sur un actif ou un droit de la Société ou d'une filiale, de quelque nature que ce soit, et notamment tout nantissement des titres de toute filiale ;

xxi. la nomination, la révocation ainsi que la détermination et/ou la modification de la rémunération annuelle brute (bonus éventuel compris) pour le président et le directeur général de la Société (ou de ses filiales) ;

xxii. le choix d'un intermédiaire financier en vue de toute nouvelle levée de capitaux, d'une cession de la Société ou de ses actifs ou d'une cession industrielle ;

xxiii. toute décision d'introduction en bourse de la Société et/ou d'une filiale et/ou d'une ICO ; l'ouverture de discussions en vue de la cession de la Société ou de l'une de ses filiales ;

xxiv. l'ouverture, le recours ou la renonciation à toute action en justice ou arbitrage, désistement ou transaction relatifs à un contentieux judiciaire ou à un arbitrage d'un montant supérieur à 50.000 euros, ou toute transaction fiscale relative à un différend d'un montant supérieur à 50.000 euros.

ARTICLE 22 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VI- CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 23 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 24 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce

qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 25 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- nomination, fixation des pouvoirs, rémunération, révocation du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

ARTICLE 26 - Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;

- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (article L. 225-130, al. 2 du Code de commerce) ;

- la prorogation ou la dissolution de la Société ;

- la transformation de la Société en Société d'une autre forme.

ARTICLE 27 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

ARTICLE 28 - Assemblées

Les associés sont convoqués huit (8) jours au moins avant la réunion de l'assemblée par tous moyens, sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 5% du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

ARTICLE 29 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 30 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

ARTICLE 31 - Droit de communication des associés

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

ARTICLE 32 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.
Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 33 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE IX- LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 34 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 35 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

* * *